INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 19 octobre 2022**

* Les marchés européens ont fini en légère baisse, les tensions sur les taux longs l’emportant sur les bons résultats d’entreprises. L’indice CAC 40 a clôturé en repli de 0,43% à 6 040,72 points tandis que l’EuroStoxx50 a gagné 0,32% à 3 474,87 points. Europe et Wall Street même combat, le S&P 500 perdait 0,36% vers 17h30.
* Les investisseurs ont continué de surveiller les taux longs comme le lait sur le feu. Le rendement du 10 ans américain gagnait 9 points de base à 4,10% en fin d'après-midi, évoluant sur ses niveaux les plus élevés depuis 2007.
* Sur le plan économique, les intervenants ont en effet pris connaissance d'une nouvelle progression de l'inflation au Royaume-Uni. Elle s'est élevée à 10,1% le mois dernier, contre une hausse de 9,9% des prix à la consommation en août.
* Dans la zone euro, le taux d'inflation annuel est ressorti en hausse à 9,9% en septembre, contre 9,1% en août. Il avait été annoncé à 10% en première estimation et les économistes s'attendaient à ce que ce chiffre soit confirmé.
* Dans un contexte macroéconomique dégradé, plusieurs grandes multinationales, dont ASML, Netflix et Procter & Gamble, ont bénéficié d'un bon accueil pour leurs publications trimestrielles.
* Le dollar gagne 0,37% à 149,75 yens, portant ses gains depuis le début de l'année à environ 30%. La raison de la faiblesse de la monnaie japonaise est bien connue : la Banque du Japon (BoJ) maintient sa politique monétaire accommodative tandis que les autres principales Banques centrales, et en particulier la Fed, la resserrent nettement.

" Si le ministère des Finances (MOF) et la BoJ devaient à nouveau intervenir pour soutenir le yen, cela ne constituerait qu'une goutte d'eau dans l'océan. Ce serait plutôt une invitation au marché à vendre le yen à des niveaux temporairement meilleurs ", prévient Commerzbank. " Jusqu'à ce que l'approche de la BoJ sur le front de la politique monétaire change, le yen devrait rester sous pression".

* Le rapport hebdomadaire sur les stocks pétroliers américains a fait ressortir une baisse de 1,7 million de barils des stocks de brut contre un consensus de - 1,38 million de barils après une hausse de 9,88 millions de barils la semaine précédente. Vers 17h15, le cours du baril de Brent gagne 0,17% à 90,76 dollars.
* Aux Etats-Unis, 1,546 million de permis de construire en chantier ont été comptabilisés en septembre 2022 en rythme annuel. Le consensus tablait sur 1,53 million, après 1,542 million en août. De plus, 1,439 million de mises en chantiers de construire ont été enregistrées en septembre 2022 en rythme annuel. Le consensus visait 1,475 million, après 1,566 million en aout.

**SOCIETES**

* A Paris, plusieurs sociétés liées à la santé, animale et humaine, ont en revanche abaissé certains de leurs objectifs annuels. Sartorius et Virbac ont ainsi été sanctionnés.
* Virbac a flanché de 11,01% à 242,50 euros pour se retrouver à l’avant dernière place de l’indice SBF 120 au lendemain de la révision à la baisse de son objectif de rentabilité 2022. Confronté à un ralentissement de son marché et à des pressions inflationnistes, le laboratoire pharmaceutique français dédié à la santé animale cible désormais un ratio de résultat opérationnel courant (avant amortissement des actifs issus d'acquisitions) sur chiffre d'affaires compris entre 14% et 15% taux de change constants contre autour de 15% à taux de change constants auparavant.

Il a par ailleurs affiné ses objectifs de revenus. La croissance du chiffre d'affaires à taux et périmètre constants est maintenant attendue dans une fourchette comprise entre 6% et 9% contre une précédente fourchette de 5% et 10%.

* Pierre et Vacances (-3,84% à 0,80 euro), le spécialiste des villages de vacances et des résidences de tourisme, a dévoilé son chiffre d'affaires au titre du quatrième trimestre 2022 qui s'élève à 574,1 millions d'euros contre 520,2 millions d'euros au quatrième trimestre de l'exercice 2020-2021. Le chiffre d'affaires hébergement ressort à 446,1millions d'euros (+15,9% par rapport au même trimestre de l'exercice précédent), dans un contexte de "revenge travel".

L'activité sur la saison estivale reste supérieure à celle d'avant-crise, avec un chiffre d'affaires en hausse de 16,9% par rapport à celui du quatrième trimestre 2018/2019.

Ces performances résultent de la hausse du prix moyen de vente(+23%),grâce à la montée en gamme des Domaines, et de la progression du taux d'occupation de près de 2 points, à 86,3% sur l'ensemble du trimestre.

Au total, sur l'exercice2021/2022, le chiffre d'affaires hébergement s'élève à 1 202,0 millions d'euros, représentant près du double du chiffre d'affaires enregistré sur l'exercice précédent et en croissance de 12,6% par rapport à l'exercice 2019.

Le portefeuille de réservations touristiques à date pour le premier trimestre de l'exercice 2022/2023 confirme la poursuite de la croissance de l'activité sur l'ensemble des marques (Center Parcs, Pierre & Vacances, Adagio), portée par une hausse du prix moyen de vente. Dans un contexte macro-économique difficile, le Groupe reste néanmoins vigilant et mène un travail approfondi sur ses coûts de structure.

* Air Liquide Far Eastern, la JV associant Air Liquide (+0,83% à 120,96 euros) et Far Eastern Group, un des plus gros conglomérats chinois, met 500 millions d'euros sur la table pour construire à Taïwan trois unités de production pour deux des plus grands fabricants mondiaux de semi-conducteurs. Ces unités approvisionneront dans le cadre de contrats à long terme les usines de dernière génération des clients en larges volumes de gaz industriels de très haute pureté.

Contribuant au développement du secteur de l'électronique, un secteur clé pour l'avenir, ces investissements sont en ligne avec les objectifs d'Advance, le plan stratégique du groupe.

Situées à proximité des sites de production de ses clients, ces unités, s'appuyant sur les technologies les plus avancées du groupe, produiront jusqu'à 2 milliards Nm3 par an d'azote ultra-pur, ainsi que de l'oxygène et de l'argon. La première unité devrait être opérationnelle en 2024.

Avec ces investissements, Air Liquide renforce sa présence dans la région et consolide ses partenariats avec deux leaders établis de longue date de l'industrie électronique. Entre 2019 et 2021, Air Liquide Far Eastern avait déjà investi plus de 400 millions d'euros à Taïwan, pour fournir des gaz ultra-purs à ses clients électroniques.

* Nestlé a perdu 1,28% à 106,40 francs suisses, même si la multinationale a revu à la hausse son objectif de croissance pour l'année 2022. "Nous tablons désormais sur une croissance organique des ventes d'environ 8 %. La marge opérationnelle courante sous-jacente est attendue autour de 17,0%. Le bénéfice sous-jacent par action à taux de change constant et l'efficacité du capital devraient augmenter", signale le groupe d’agroalimentaire suisse. La firme de Vevey tablait auparavant sur une croissance organique des ventes située entre 7% et 8%.

Sur les 9 premiers mois de l'année, son chiffre d'affaires est en hausse de 9,2 % atteignant les 69,1 milliards de francs suisses (contre 63,3 milliards de francs suisses sur les 9 premiers mois de l'année 2021). Les acquisitions nettes ont eu un impact positif de 1,2 %. Le taux de change a diminué les ventes de 0,6 %.

Le groupe suisse précise que la croissance organique a atteint 8,5% sur 9 mois, dont 9,3% au troisième trimestre. Le consensus s'élevait à 8,3% sur 9 mois. L'effet prix s'est élevé à 7,5 %, reflétant une inflation importante des coûts. La croissance interne réelle a bien résisté à 1%. La croissance organique a été généralisée dans la plupart des zones géographiques et des catégories.

Purina PetCare a été le plus grand contributeur à la croissance organique du groupe, avec une dynamique continue pour les marques scientifiques et haut de gamme Purina Pro Plan , Purina ONE et Fancy Feast ainsi que pour les produits vétérinaires.

* Plus forte hausse de l'indice S&P 500, le titre de Netflix bondit de 13,88% à 274,29 dollars à la Bourse new-yorkaise après avoir annoncé le recrutement de la bagatelle de 2,4 millions de nouveaux abonnés au titre du troisième trimestre. Pour autant, l'action perd encore plus de 50% depuis le 1er janvier. Entre juillet et septembre, le groupe de streaming a réalisé un bénéfice net de 1,4 milliard de dollars, au lieu des 966 millions escomptés par le marché. Son chiffre d'affaires est, lui, ressorti à 7,9 milliards de dollars, en hausse de 6% sur un an.

Après son recul historique du premier semestre, Netflix tablait sur un million d'abonnés supplémentaires dans le monde. Il a donc plus que doublé son objectif.

D'après un communiqué du groupe, Netflix totalise désormais 223 millions d'abonnés payants, dépassant son record de fin 2021 (221,8 millions), fruit de deux années de Covid-19 propices aux services de divertissement en ligne.

" Dieu merci, nous en avons fini avec les trimestres à la baisse ", s'est exclamé le cofondateur de Netflix, Reed Hastings, lors d'une visioconférence qui s'est tenue hier. " Nous devons continuer sur cet élan ", a-t-il ajouté.

Début 2022, l'heure n'était guère à l'optimisme pour la société qui avait vu son nombre d'abonnés chuter de 1,2 millions sur six mois.

La dernière performance en date de Netflix lui permet de s'installer, du moins temporairement, au rang du plus grand service de streaming vidéo au monde. Disney l'avait éclipsé en août en annonçant compter 221 millions d'abonnés, un nombre qui sera mis à jour le 8 novembre lors de la publication de ses résultats estivaux.

"Après un premier semestre difficile, nous pensons être sur le chemin d'une croissance à nouveau accélérée. La recette, c'est de faire plaisir à nos membres ", a assuré le groupe californien.

Pour le trimestre en cours, Netflix peut s'appuyer sur le lancement, en novembre, aux Etats-Unis et sur onze autres marchés, d'un nouvel abonnement mensuel moins coûteux, mais avec publicité.

Cette nouvelle offre coûtera 6,99 dollars par mois aux Etats-Unis (5,99 euros en France pour le tarif " Essentiel " avec pub) et comportera des annonces de 15 à 30 secondes, diffusées au début et au milieu des programmes. Cela correspond à moins de la moitié du prix du forfait sans interruption publicitaire, de 15,50 dollars.

Netflix prévoit que ce nouvel abonnement lui apportera 4,5 millions d'abonnements supplémentaires au cours du quatrième trimestre, et parie désormais sur plus de 227,5 millions d'abonnés au total d'ici à la fin de l'année.

**ANALYSES**

* Le retour en trombe de l'inflation après quatre décennies de prix stables et son installation à un niveau élevé dans notre quotidien expose les sociétés occidentales à des choix difficiles. En septembre, selon l'Eurostat, l’indice des prix à la consommation harmonisé a augmenté de 10% dans la zone euro sur un an et de 6,2 % en France. La Banque centrale européenne vient de s'engager fermement dans un resserrement monétaire destiné à faire revenir l'inflation vers sa cible de 2 %, assumant le risque de plonger en récession l'économie européenne déjà fragilisée par les conséquences de la guerre en Ukraine.

Le succès de cette lutte contre l'inflation nécessite la confiance et l'adhésion des citoyens. Il est donc clé de s'assurer de la disposition de nos concitoyens à lutter contre l'inflation moyennant les sacrifices nécessaires.

Pour ce faire, nous avons sollicité l'institut de sondage OpinionWay pour proposer à un échantillon représentatif de la population française un choix entre plusieurs combinaisons de taux de chômage et de taux d'inflation, toutes d'une somme égale à 12 points de pourcentage. Le sondage a eu lieu le 28 septembre. Il apparaît que 27 % des répondants expriment une préférence pour la répartition à égalité entre les deux maux, à savoir 6 % pour l'inflation et 6 % pour le chômage. Seuls 17 % des répondants préfèrent les combinaisons à faible chômage et forte inflation alors que 56 % préfèrent une inflation faible en contrepartie d'un chômage plus fort.

La stratégie de lutte contre l’inflation de la BCE semble donc être comprise et soutenue par une majorité de citoyens français. Ce résultat n'est pas si surprenant dans la mesure où l'inflation touche tous les Français et que son coût est immédiatement palpable, alors que le chômage ne représente qu'un risque faible pour la majorité des personnes interviewées. Ce résultat doit interpeler les politiques et notamment le président de la République, qui a fait du retour au plein-emploi un objectif prioritaire de son second mandat. Il apparaît que la priorité des Français est en premier lieu le retour à une inflation faible plutôt qu'un retour au plein-emploi.

L'inflation actuelle dans la zone euro est tirée essentiellement par la hausse du prix de l'énergie (40,8 % en septembre). Face à la hausse du prix de l'énergie, le gouvernement français a mis en place un « bouclier tarifaire » qui limite fortement la hausse des prix du gaz et de l'électricité pour les ménages et les PME. En contrepartie, le gouvernement subventionne les distributeurs d'énergie.

Cette politique a pour conséquence un fort déficit public et un accroissement de la dette. Selon les estimations du gouvernement, le coût du bouclier serait de 45 milliards en 2023. Selon notre sondage, parmi ceux qui paient des impôts (soit 60 % des répondants), une majorité se dit prête à accepter une hausse de la fiscalité pour financer une politique de diminution de l'inflation de 10 % à 2 %, à condition que cette hausse soit inférieure à 5 %. Un quart des répondants n'acceptent pas l'idée d'une contrepartie fiscale. Cependant, ce dernier choix est peut-être souhaité mais impossible, dans la mesure où, avec une inflation à 10 %, la BCE ne pourra plus monétiser les déficits.

La pression de l'inflation sur le pouvoir d'achat modifie la perception de ce que les Français sont prêts à accepter pour lutter contre l'urgence climatique. Il est évident qu'à plus long terme le prix des carburants fossiles doit augmenter très fortement par rapport aux autres prix pour modifier les comportements en incitant à la rationalisation et à la substitution de l'énergie fossile par les énergies renouvelables.

Nous avons donc posé la question de savoir si les Français estimaient souhaitable pour la société dans son ensemble de voir le prix des combustibles fossiles augmenter plus vite que les autres prix. Seuls 11 % de nos concitoyens y sont favorables. Cette réponse, en partie dictée par l'angoisse de prix qui sont montés très vite, ne laisse présager rien de bon pour la lutte contre le réchauffement climatique. Même chez les diplômés du supérieur, le taux de réponses favorables n'est que de 15 %, ce qui demeure très faible. Il semblerait que, dans ce domaine aussi, les gens sont davantage prêts à faire faire des efforts aux autres qu'à les faire eux-mêmes.

**L’AGENDA DU 20 octobre 2022**

**8h00 en Allemagne**  
Prix à la production en septembre  
  
**8h45 en France**  
Climat des affaires en octobre  
  
**11h00 en zone euro**  
Balance des paiements courants en août  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Indice manufacturier de la Fed de Philadelphie en octobre  
Inscriptions hebdomadaires au chômage  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Ventes de logements existants en septembre  
Indice des indicateurs avancés en septembre